

FONDS DE DOTATION LA SAUVEGARDE DU VAR

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres
FONDS DE DOTATION LA SAUVEGARDE DU VAR
230 rue Marcellin Berthelot
83130 LA GARDE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du FONDS DE DOTATION LA SAUVEGARDE DU VAR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 28 avril 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Mohamed Bouzdou

BILAN

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	218 701		218 701	218 701
Constructions	3 343 197	617 121	2 726 076	2 845 711
Autres immobilisations corporelles	1 813	509	1 304	
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	36 600		36 600	35 899
ACTIF IMMOBILISE	3 600 310	617 630	2 982 681	3 100 311
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				10 407
Autres créances				
Divers				
Disponibilités	90 200		90 200	101 269
ACTIF CIRCULANT	90 200		90 200	111 676
COMPTE DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	3 690 510	617 630	3 072 881	3 211 987



BILAN

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	18 000	18 000
Report à nouveau	161 342	107 305
RESULTAT DE L'EXERCICE	71 901	54 037
FONDS PROPRES	251 243	179 342
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>	2 749 495	2 916 478
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	2 749 495	2 916 478
Emprunts et dettes financières diverses	49 640	49 640
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 941	4 500
Autres dettes	17 562	
Produits constatés d'avance		62 027
DETTES	2 821 637	3 032 645
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	3 072 881	3 211 987



COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	267 058,62	252 901,52
Ventes de prestations services	267 058,62	252 901,52
Produits de tiers financeurs		
Total I	267 058,62	252 901,52
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	13 216,32	15 391,90
Impôts, taxes et versements assimilés	25 589,00	25 115,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	120 144,34	119 635,80
Total II	158 949,66	160 142,70
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	108 108,96	92 758,82
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	713,88	355,48
Total III	713,88	355,48
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assililées	36 921,59	39 077,19
Total IV	36 921,59	39 077,19
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-36 207,71	-38 721,71
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	71 901,25	54 037,11
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Total V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total VI		
Total des produits (I + III + V)	267 772,50	253 257,00
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	195 871,25	199 219,89
EXCEDENT OU DEFICIT	71 901,25	54 037,11
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT		
TOTAL		



Comptes annuels

31/12/2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDS DE DOTATIONS LA SAUVEGARDE DU VAR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 072 881 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 71 901 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/05/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le Fonds de dotation de la Sauvegarde du Var a été fondé le 6 Juin 2019 par l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes en difficulté du Var. Il a son siège social au 230, rue Marcellin Berthelot – BP 70008 ZI La Garde – 83087 TOULON Cedex.

Le fonds de dotation a pour objet de recevoir et gérer, en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre irrévocable et gratuit, pour affecter les revenus de cette capitalisation au financement et à la réalisation d'une ou plusieurs missions d'intérêt général mises en œuvre directement par lui ou par d'autres organismes sans but lucratif, et notamment le soutien, le soin et l'accompagnement des enfants, des adolescents et de leurs familles, ainsi que des adultes en difficulté.

Le fonds a également pour objet toute action d'intérêt général contribuant à l'hébergement, l'aide, le soin, le soutien, la protection et l'accompagnement des enfants, des adolescents de leurs familles, ainsi que des adultes en difficulté.

Les moyens d'action du fonds sont notamment l'acquisition, la gestion et la mise à disposition du patrimoine mobilier et immobilier nécessaires directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

Le fonds de dotation est à la fois opérateur et redistributeur (mixte). Il réalise directement cette mission d'intérêt général par l'acquisition, la location ou la mise à disposition de biens qu'il gère à des tiers poursuivant le but ci-dessus rappelé, ou indirectement en finançant des associations liées à la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence ou d'Adultes en difficulté.

Sa dotation initiale est de 15 000€

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. .

Ainsi que le règlement ANC 2014 - 03.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Constructions : 10 à 50 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains	218 701			218 701
- Constructions sur sol propre	3 343 197			3 343 197
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		1 813		1 813
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 561 898	1 813		3 563 710
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	35 899	702		36 600
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	35 899	702		36 600
ACTIF IMMOBILISE	3 597 796	2 514		3 600 310



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 813	702	2 514
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 813	702	2 514
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations



Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	497 486	119 636		617 121
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		508		509
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	497 486	120 144		617 630
ACTIF IMMOBILISE	497 486	120 144		617 630



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	18 000				18 000
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	107 305	54 037			161 342
Excédent ou déficit de l'exercic	54 037	-54 037	71 901		71 901
Situation nette	179 342		71 901		251 243
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	179 342		71 901		251 243

Dettes



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 821 637 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	2 749 495	169 167	699 083	1 881 244
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	49 640			49 640
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 941	4 941		
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	17 562	17 562		
Produits constatés d'avance				
Total	2 821 637	191 670	699 083	1 930 884
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	166 983			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	4 500
Total	4 500



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 500 euros

Honoraire des autres services : 0 euros



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	3 550 000
Engagements assortis de sûretés réelles	3 335 502
Autres engagements donnés	6 885 502
Total	6 885 502

Cession de créance Dailly pour un montant de 3 550 000€ : à titre de garantie des loyers
Nantissement de compte de titres financiers enregistré pour un montant de 35 502€
Privilège de prêteur de deniers pour un montant de 3 300 000€ sur l'ensemble immobilier



Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
caution ADSEAAV	3 550 000
Autres engagements reçus	3 550 000
Legs nets à réaliser	
Total	3 550 000

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Transactions avec les parties liées (article 431-12 du règlement ANC 2018-06)

Le fonds de dotations a signé 2 baux avec l'Association Départementale du Var pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte du Var.

Le premier bail, en date du 4 novembre 2019, porte sur le local situé avenue Pierre et Marie Curie à la Valette du Var. Il s'agit d'un local à usage de bureaux de 462 m2 et de 15 emplacements de parking. Le loyer annuel prévu au bail est de 122 544€ auquel s'ajoute les charges et la taxe foncière. Le loyer est indexé sur l'indice des activités tertiaires.

Le deuxième bail, en date du 4 novembre 2019, porte sur le local situé avenue Pierre et Marie Curie à la Valette du Var. Il s'agit d'un local à usage de bureaux de 672 m2 et de 15 emplacements de parking. Le loyer annuel prévu au bail est de 76 016€ auquel s'ajoute les charges et la taxe foncière. Le loyer est indexé sur l'indice des activités tertiaires.

